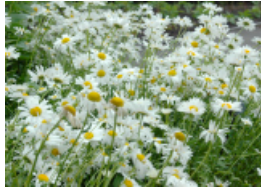


13 janvier 2007



Le débat sur les chiffres **Justice, coût et rigueur**

On n'a pas à opposer justice et coût car la justice a un coût comme elle a aussi des bénéfices. La question est de savoir non seulement quels coûts et quels bénéfices mais aussi quelle sorte et pour qui.

Augmenter le salaire minimum est certainement un coût pour le capital (et pour l'État s'il subventionne directement ou indirectement l'entreprise comme Québec solidaire veut le faire, ce qui pose la question de la réforme fiscale dans les mêmes termes) et un bénéfice pour le prolétariat particulièrement pour les couches pauvres. Est-ce un jeu à somme nulle même indépendamment du parti pris social ? Cette mesure, si elle est significative, peut aussi bien détruire l'emploi par la grève et la fuite des capitaux qu'en créer par l'augmentation de la demande solvable, et en plus socialement utile, en autant qu'elle est comblée nationalement. Ce qui pose la question de la libre circulation des capitaux, concrètement de l'ALÉNA sur laquelle Québec solidaire demeure silencieux. Politiquement, elle peut tout aussi bien solidifier la cohésion sociale donc abaisser le coût de la répression qu'encourager le prolétariat vers d'autres conquêtes politiques et sociales. Ce qui pose la question de l'analyse de la dynamique des rapports de forces. La transparence sur les coûts permet donc d'approfondir le débat tout en détruisant le mythe du gauchisme rêveur, de transcender l'idéalisme par le matérialisme dialectique.

On comprend, toutefois, la gauche de se méfier des coûts car dans la bouche de la direction sociale-libérale de Québec solidaire, il signifie tout autre chose. Il en devient une matraque politique pour taper sur la tête des antinéo-libéraux et des anticapitalistes qui voudraient sortir des cadres du prétendu réalisme néolibéral. « Voyez, messieurs les éditorialistes et autres faiseurs d'opinion, comment raisonnables nous sommes » semble vouloir dire la direction de Québec solidaire. Et d'ajouter en sous-main : « Et, vous les membres, incapables de produire des *“propositions politiques claires, documentées, réalisables, chiffrées et crédibles”*, comme nous vous l'avons dit dans notre document sur la plate-forme, ne menacez ni notre crédibilité ni ne divisez le parti par vos demandes intempestives mais plutôt que de vous *“mobiliser pour discuter de grandes idées, [...] travailler modestement à construire une association locale bien structurée et bien financée”*. »

Le danger est de répondre par effet de miroir en niant l'importance des chiffres comme le fait le secrétaire de « Presse-toi-à-gauche » tout en essayant de se rattraper quand le journaliste du Devoir le met au pied du mur. Certes, le travail subversif des

commissions thématiques tout comme la pression antinéo-libérale du congrès sur la plate-forme ont empêché la direction nationale d'accoucher de ses chiffres sociaux-libéraux tout en tenant à l'écart, cependant, les premiers mais très insuffisants chiffres anticapitalistes de certaines commissions, particulièrement celle sur l'écologie. Pas folle, la direction nationale a dorénavant mis à l'écart la base du parti sur la question de la plate-forme, au grand dam tout à fait justifié des militantEs de l'Estrie et de bien d'autres, ce qui lui permettra de contrôler le message :

CCN-2006-10-14

« Que, tenant compte du nombre de propositions adoptées et de la diversité de celles-ci et nonobstant l'absence de propositions sur plusieurs sujets, la plate-forme électorale de Québec solidaire pour la prochaine campagne électorale soit finalisée conformément aux orientations retenues par le congrès et qu'en conséquence le sujet ne soit pas à l'ordre du jour du prochain Conseil national [je souligne] et ce, conformément à la décision du congrès en ce sens (CO-2006-02-05). »¹

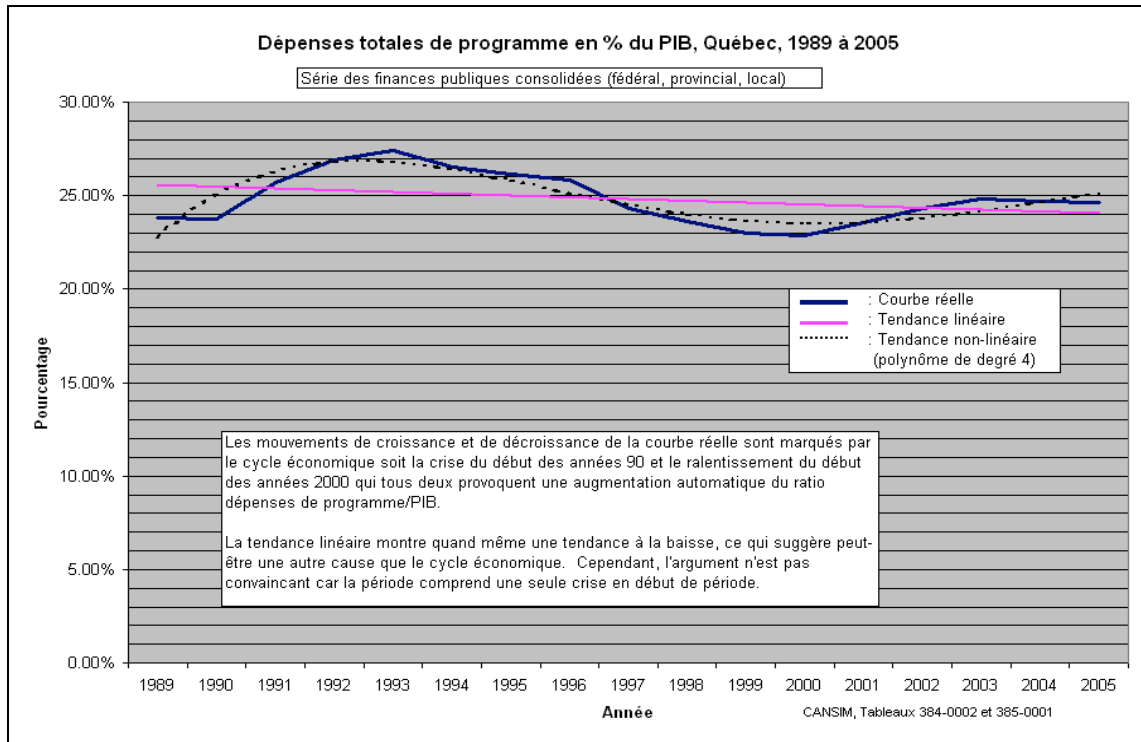
Certes, le débat sur les chiffres est difficile car non seulement exige-t-il de la rigueur mais aussi que l'expertise se mette au service des besoins populaires et des exigences des luttes. Il appartient aux experts de gauche de démontrer le réalisme économique et financier des « impossibles » demandes de la base. Est-il irréaliste d'exiger une augmentation immédiate des dépenses publiques de 20 milliards \$ au Québec de la part des deux niveaux de gouvernement, indispensable pour répondre aux impossibles et innombrables demandes populaires, ce qui ramènerait, oh scandale !, le ratio dépenses/PIB au niveau de 1993, soit avant le début des coupures « déficit zéro » ? Si on objecte que 1993 était une année exceptionnelle suivant une grave crise et que choisir le sommet du cycle précédent, par exemple 1989, donnerait un tout autre résultat en comparaison avec aujourd'hui, on peut objecter que la tendance séculaire depuis les derniers 50 ou 80 ans, éliminant donc l'effet du cycle économique, donne le même résultat. Pour en avoir le cœur net, on consultera les tableaux commentés en annexe.

Marc Bonhomme, 13/01/07

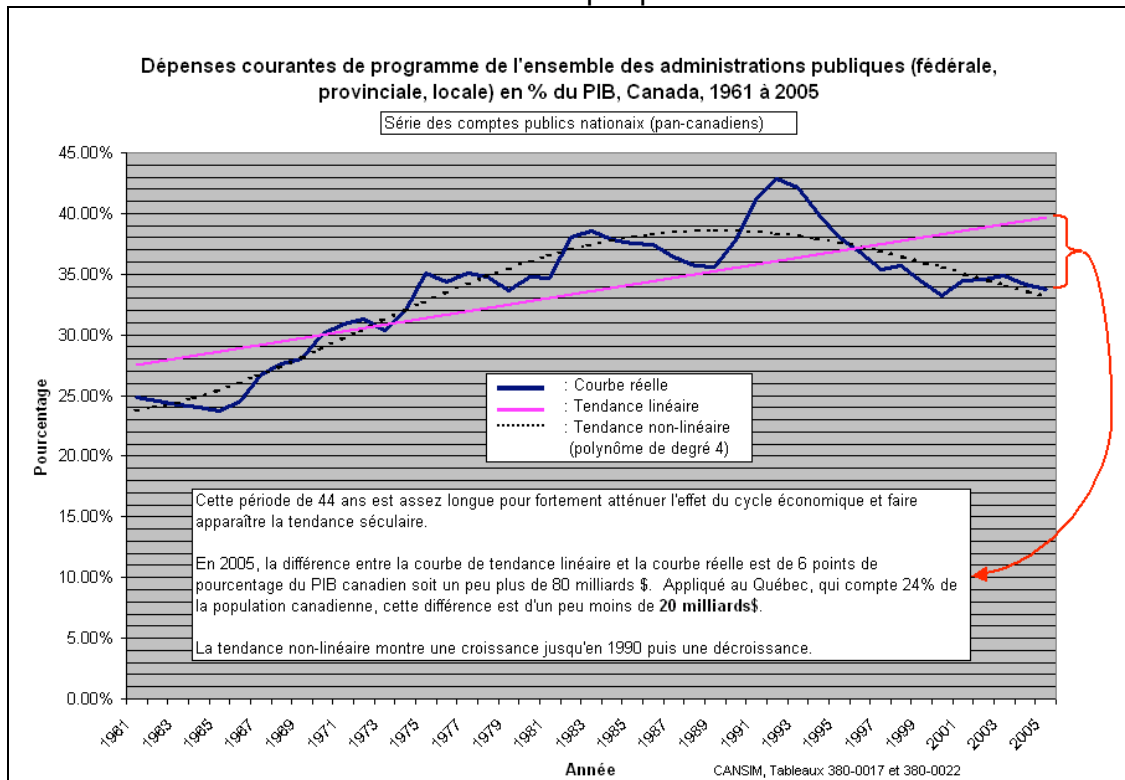
ANNEXE

Graphique 1

¹ Il n'est d'ailleurs même pas exact que le congrès ait pris une telle décision car il a résolu de réserver un certain nombre d'heures à la question de la plate-forme au prochain conseil national.



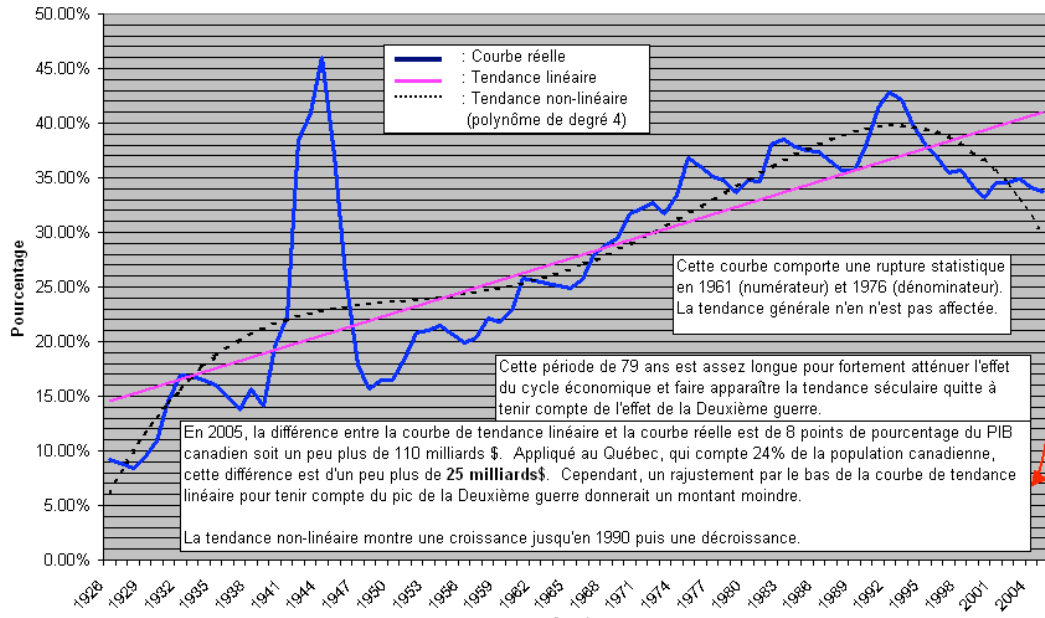
Graphique 2



Graphique 3

Dépenses courantes de programmes de l'ensemble des administrations publiques (fédérale, provinciale, locale) en % du PNB (26-76) ou du PIB (77-05), Canada, 1926 à 2005

Série des comptes publics nationaux (pan-canadiens) et Série des statistiques historiques



Cette courbe comporte une rupture statistique en 1961 (numérateur) et 1976 (dénominateur). La tendance générale n'en n'est pas affectée.

Cette période de 79 ans est assez longue pour fortement atténuer l'effet du cycle économique et faire apparaître la tendance séculaire quitte à tenir compte de l'effet de la Deuxième guerre.

En 2005, la différence entre la courbe de tendance linéaire et la courbe réelle est de 8 points de pourcentage du PIB canadien soit un peu plus de 110 milliards \$. Appliqué au Québec, qui compte 24% de la population canadienne, cette différence est d'un peu plus de 25 milliards\$. Cependant, un rajustement par le bas de la courbe de tendance linéaire pour tenir compte du pic de la Deuxième guerre donnerait un montant moindre.

La tendance non-linéaire montre une croissance jusqu'en 1990 puis une décroissance.